

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N° 749 – 12 Avril 2003

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

DES REFORMES, ENCORE DES REFORMES, TOUJOURS DES REFORMES

Au cours de sa remarquable prestation télévisée, notre Premier Ministre a évoqué son « audace », qui ne peut manquer de faire merveille. Le mot fait penser à Danton, son ardeur révolutionnaire lui ayant imposé la devise désormais célèbre : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ». Jean Pierre RAFFARIN sera-t-il le Danton des réformes ?

Pour l'instant, ce n'est pas l'audace de ses initiatives qui m'a impressionné. Les cent premiers jours, ceux au cours desquels un nouveau gouvernement peut tout se permettre, sont passés depuis longtemps. Et même après les trois cents jours fatidiques, rien de significatif ne peut être relevé. Le Premier Ministre semble vouloir repousser sans cesse les échéances : la baisse des impôts sera effective « quand les conditions économiques le permettront », les privatisations prévues ne se feront pas cette année, les réductions des effectifs de l'Education Nationale sont ajournées, etc. Le gouvernement attend. Bientôt il rattrapera le temps perdu. Le lièvre prend son temps, mais à l'arrivée il ne peut combler son handicap, et la tortue va gagner. Habile manœuvre ou aveu d'impuissance ?

Nous voici une fois de plus confrontés au choix entre gradualisme et thérapie de choc. Le gradualisme n'a jamais été la bonne formule, on l'a bien vu dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est « en transition ». Bastiat cite le brave paysan bourguignon qui doit couper la queue de son chien : « Mon pauvre chien, pour t'éviter une trop grande douleur je te couperai seulement un petit bout chaque jour ! ». Le gradualisme se transforme facilement en immobilisme, et une série de réformettes rend les dirigeants aussi impopulaires que des mesures brutales mais décisives. Jean Pierre RAFFARIN peut-il mécontenter cette partie de l'électorat qui l'a porté au pouvoir ? Il ne faut pas oublier que les régionales et les européennes de 2004 verront les électeurs de Jacques CHIRAC se reclasser dans leurs familles politiques respectives. Fini le soutien des rouges, des roses et des verts. Le Premier Ministre peut-il prendre le risque d'un échec électoral ? Il a dit pouvoir bénéficier de l'atout de la longévité. Mais un recul important dans un an rendrait sa position très fragile. Pourquoi ne pas profiter de l'état de grâce pour faire ce que l'on doit faire ?

Pour en avoir le cœur net, j'ai demandé que s'instaure un dialogue entre les électeurs libéraux et les parlementaires qui les représentent vraiment. Beaucoup de députés et de sénateurs font en effet remonter les réactions de désenchantement, voire de révolte, qu'ils commencent à percevoir dans certains milieux : les entrepreneurs et les PME à coup sûr, les retraités, les usagers des services publics et notamment les parents d'élèves. Après un an jour pour jour de pouvoir du Président de la République, où en est-on des réformes attendues ?

Cette question fera l'objet d'un colloque-anniversaire qui se tiendra à Paris le Mardi 6 Mai, toute la journée (les grandes lignes vous sont données dans cette Lettre). Hervé NOVELLI, le fondateur du groupe (officieux) des « réformateurs » a promis sa participation et celle de certains de ses amis.

Notre souci essentiel sera de faire un bilan objectif des réformes que nous attendons : sur l'Etat, sa dimension, sa décentralisation, son financement ; sur l'emploi c'est à dire sur la liberté du travail, sur la propriété de son revenu et de sa fortune, sur le « dialogue social » ; en troisième lieu sur le système éducatif, qu'il s'agisse de l'éducation dispensée (ou non dispensée) à l'école, ou de l'éducation que n'assument plus des familles dépourvues de choix et de responsabilité ; enfin sur la protection sociale, aussi bien le système de santé que celui des retraites – un dossier explosif.

De façon générale, nous sommes à la veille d'une explosion. La montée du chômage, le désœuvrement des jeunes, la peur du lendemain pour les personnes âgées, la perte de pouvoir d'achat pour tous, l'irresponsabilité conjuguée avec l'immaturité et l'impunité : toutes ces tensions vont s'exacerber au cours des mois à venir. Le gouvernement doit en prendre conscience, et au lieu de rechercher un impossible consensus avec des gens qui sont menacés dans leurs privilèges et leurs rentes par les réformes, il a le devoir de mettre son audace au service des réformes. Et nous, les gens de la société civile, les électeurs potentiels, les vrais moteurs de la société française, nous avons le devoir de le lui rappeler : il faut des réformes, encore des réformes, toujours des réformes.

Jacques Garello

Conjoncture

LES PAYSANS : PAUVRES GENS, BRAVES GENS

Ils sont pauvres : cela leur vaut le soutien de l'Etat, bienfaiteur universel. Ils sont braves : on peut pardonner la spontanéité de ces gens rudes dans leur travail et dans leurs mœurs. Peu ou prou, tous les gouvernements du monde occidental soutiennent « leurs paysans », ils le méritent bien. Voilà pourquoi on a du mal à comprendre la mésaventure qui frappe aujourd'hui la FNSEA, figure de proue de la paysannerie française. La Commission de Bruxelles vient en effet de condamner la FNSEA à payer une forte amende pour entente illicite sur les prix et protectionnisme, ainsi que les fédérations d'abattoirs et de transformation de la viande.

Entente sur les prix, refus des importations

De quoi s'agit-il ? La Commission reproche à ces organisations une pratique de cartel. En particulier, elle les accuse d'avoir fixé le prix du bœuf vendu aux abattoirs entre le 24 octobre 2001 et le 11 janvier 2002. Le cours de la viande était à l'époque très bas et la consommation plutôt faible. Les fédérations d'industriels s'étaient engagées à payer deux francs de plus le kilo de viande, deux francs évidemment récupérés sur le consommateur.

Cet accord avait obtenu à l'époque la bénédiction du ministre socialiste de l'agriculture, Jean GLAVANY, et il intervenait après une très forte pression syndicale ; en clair, suivant les bonnes méthodes du syndicalisme français et sa conception du dialogue, la FNSEA avait obtenu cet accord par des manifestations violentes et en particulier à la suite d'une série d'opérations coup de poing dans les abattoirs.

LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIETE CIVILE AUTOUR DE L'ETHIQUE DE LA LIBERTE

Voici venir le dernier jour de la XXV^e Université d'Eté de la Nouvelle Economie (Aix en Provence, 2-4 septembre 2002). Les journées précédentes laissaient sur une note pessimiste : en dépit de quelques changements spectaculaires, le progrès de la liberté en 25 ans n'a pas été ce que l'on attendait. Peut-on garder espoir ? Cette dernière journée était consacrée aux perspectives qui permettent de donner espoir : celles d'une reconstruction de la société civile autour de l'éthique de la liberté. Comme à l'habitude, nous débutons par le texte de l'audiovisuel de présentation.

AVANCER SUR LA ROUTE DE LA LIBERTE

Les prochaines étapes sur la route de la liberté commencent maintenant à se dessiner : la liberté économique appelle une concurrence généralisée, un retour à la propriété et à la responsabilité, la liberté politique exige une redéfinition de l'Etat et une restauration de l'état de droit.

Franchir ces étapes implique une mobilisation des esprits et des cœurs. Il serait utopique d'attendre cette initiative du seul côté de la société politique. Si l'on doit reconnaître le charisme de certains hommes d'Etat réellement acquis aux idées de la liberté, le système politique en lui-même et la majorité des politiciens sont avant tout soucieux de garder le pouvoir, ou de le conquérir. Il ne faut pas demander au chat de veiller au bol de lait.

C'est donc du côté de la société civile qu'il faut chercher la solution.

Hélas, elle a été souvent laminée par l'Etat Providence et les régimes totalitaires, et un véritable travail de reconstruction est maintenant nécessaire. La base solide de cette reconstruction, c'est l'éthique de la liberté.

L'ETHIQUE DE LA LIBERTE, BASE DE LA SOCIETE CIVILE

L'éthique de la liberté, c'est celle de la responsabilité et de la communauté. Elle requiert des vertus morales pratiquées par les individus et reconnues par la communauté, qui permettent l'épanouissement personnel et l'harmonie des relations entre les personnes.

Ces vertus ne sont pas innées, elles sont le fruit d'une éducation et d'une expérience.

Le meilleur cadre éducatif est celui de la famille, elle est réellement la cellule de base de la société civile. Non seulement parce qu'elle assume un grand nombre de fonctions indispensables à la vie, mais aussi parce qu'elle est une préparation à la vie, elle enseigne le service, le partage, le respect des autres. Le cadre scolaire est aussi indispensable, à condition de ne pas couper l'enseignement de l'éducation, et de prolonger l'éducation familiale. Enfin, il y a la grande école de la vie, qui permet à l'individu de se parfaire à travers son action.

LIBERTE ET RESPONSABILITE

Que peut-on apprendre de l'éducation et de l'expérience éclairées par l'éthique de la liberté ? La première leçon est que l'on est responsable de ses actes, que l'on doit relier sans cesse ses actes et les conséquences de ses actes. Dans l'action nous prenons la mesure de nous-même, nous pouvons repérer nos erreurs et nos faiblesses pour les éviter à l'avenir. Si la liberté permet à chacun de s'épanouir par l'action, elle peut aussi conduire à l'anéantissement. La liberté des actes n'a de valeur que quand elle s'ordonne à la dignité de la personne.

LIBERTE ET COMMUNAUTE

La deuxième leçon est que la responsabilité de nos actes se révèle essentiellement dans nos relations avec les autres.

D'abord parce qu'aucune action humaine ne peut se concevoir de façon isolée, et que nos comportements individuels modifient toujours la nature et la qualité de ces relations. Ensuite parce que la plupart des actes de notre vie impliquent tantôt l'échange, tantôt le partage, tantôt le pouvoir, qui sont ou devraient être trois sortes de service des autres.

Si elle s'ordonne à la dignité de la personne, la liberté s'ordonne aussi au service de la communauté. C'est ce que l'on apprend dans le jeu des solidarités familiales. C'est ce que l'on pratique dans l'échange marchand et dans l'entreprise. C'est ce qui justifie le pouvoir.

Enfin, et non le moindre, chacun d'entre nous détient seulement quelques éléments de la connaissance et de l'information, et nous ne pouvons agir qu'à travers des processus de coordination et de rencontre avec les autres.

Ainsi liberté, responsabilité et communauté vont-elles de pair.

LA SOCIETE CIVILE EN RELAIS DE L'ETAT

Malheureusement, tout comme le sens de la responsabilité, celui de la communauté, et les communautés elles-mêmes, ont été mis à mal soit par les dictatures, soit par la philosophie et les mœurs de l'Etat Providence, qui a balayé tout ce qui était intermédiaire entre les individus et l'Etat. « Chacun pour soi, l'Etat pour tous » : voilà qui oriente à la fois et paradoxalement vers l'égoïsme et l'assistanat. L'administration tient lieu de communauté.

Le dramatique tête-à-tête de l'Etat et des individus peut-il cesser aujourd'hui ?

L'Etat s'est déconsidéré, et n'inspire plus confiance. Mais il tient encore une telle place que bien des gens ont peur du vide que laisserait son retrait. Voilà pourquoi il est urgent de réhabiliter et de reconstruire la société civile, pour qu'elle prenne le relais de l'Etat. Relais salutaire et efficace : pour obtenir le plein emploi, pour assurer la protection sociale et faire jouer la solidarité, pour prodiguer l'éducation et la culture, les entreprises, les associations, les clubs peuvent faire mieux que l'Etat. Les communautés sont donc appelées à jouer un rôle décisif au cours des vingt cinq prochaines années.

LA COMMUNAUTE HUMAINE

Mais, au cours des vingt cinq prochaines années, le sens de la communauté ne devra-t-il pas prendre en compte la mondialisation, et ne devra-t-il pas se déduire du sentiment d'appartenance à la grande famille humaine ?

Pour l'instant, en héritage de l'étatisme du XX^e siècle, nous assistons à de nombreuses et dangereuses flambées de nationalisme et de xénophobie. Le conservatisme économique et social qui fait rejeter la concurrence des étrangers se double d'un conservatisme politique et culturel qui multiplie les tensions entre les peuples. Certains n'hésitent pas à diagnostiquer un choc des civilisations.

C'est une possibilité, c'est une lecture du monde moderne. On peut cependant lui opposer la tendance à la reconnaissance universelle de certaines valeurs, qui sont celles de la liberté : respect de la personne humaine, tolérance de la diversité, libres choix politiques et religieux. Aujourd'hui et demain, nous serons confrontés à cette difficile combinaison de l'universalité et de l'individualité. Nous en trouverons la formule bien plus sûrement dans la mutuelle compréhension que dans le fondamentalisme.

LA DYNAMIQUE DE LA LIBERTE

On le voit : la route de la liberté n'est pas une voie royale, mais bien plutôt un passage étroit, une brèche ouverte dans le mur de l'ignorance, de la violence et des égoïsmes.

On pourrait céder à la tentation du scepticisme, voire de l'abandon, si on ne pensait pas à tous les progrès réalisés depuis vingt-cinq ans, et à la formidable dynamique de la liberté.

Cette formidable dynamique de la liberté est portée par les idées, par la raison et la passion des hommes. Elle est stimulée par les attentes de l'humanité entière.

LA RECONQUETE DES ESPRITS

« Les idées mènent le monde » : cette formule commune à KEYNES et à HAYEK est corroborée par les évolutions les plus récentes. Ce qui a permis la diffusion des idées de la liberté, c'est la reconquête des esprits. De la même façon que les esprits avaient été subvertis et corrompus par le marxisme et les philosophies collectivistes, ils ont été éclairés par les enseignements et les initiatives de très nombreux intellectuels : HAYEK et son œuvre, et sa création de la Société du Mont Pèlerin, mais aussi des chefs d'entreprises comme Antony FISHER et le réseau d'instituts qu'il a mis en place dans le monde entier, et encore tous ces « think tanks », toutes ces sociétés savantes présentes dans le débat des idées. De grands foyers universitaires ont élargi et approfondi la « Nouvelle Economie » et la philosophie libérale : à Fribourg, à Chicago, en Virginie, en Californie, à New York, etc. Tous ont guidé et accompagné les changements majeurs, et ne cessent aujourd'hui de travailler au succès de la liberté.

SATISFAIRE LES ATTENTES, REDONNER L'ESPOIR

Nul doute que l'obstination, la compétence scientifique et l'enthousiasme de ces « légionnaires de la liberté » trouveront progressivement un écho dans la grande opinion publique. Car les formules de la liberté sont complètement adaptées à une humanité en attente. Attente des jeunes, qui veulent rompre avec des schémas d'où la générosité, la spontanéité et la convivialité sont exclues. Ils veulent aussi avoir leur chance, montrer ce dont ils sont capables, et refusent l'étouffement et la massification des sociétés dirigées par des castes.

Attente des pauvres, de tous les pauvres de tous les pays, qui veulent accéder au mieux-être et faire la preuve de leurs capacités, de leurs mérites : ils savent, et ils sauront chaque jour un peu plus, qu'ils peuvent vivre autrement pourvu qu'on leur en laisse la liberté, pourvu que leurs enfants puissent être instruits et intégrés dans le réseau des échanges locaux et extérieurs, pourvu que cessent la corruption, l'oppression des dictateurs et des mafias.

Attente de ceux qui doutent, désespèrent et craignent les changements du monde actuel. Ils assistent impuissants aux barbaries et aux soubresauts du passé, ils ne perçoivent pas la lumière du progrès dans la liberté. Ils ont besoin de références, de repères dans le monde nouveau. Ils ont besoin d'espoir. Nous avons tous besoin d'espoir.

TEMOINS DE LA LIBERTE

Toutes ces attentes peuvent être comblées, et au delà, par la liberté. La tâche à accomplir maintenant est de démontrer le lien entre liberté et progrès. Certes le bilan de ces vingt dernières années nous fournit des éléments pour cette démonstration. Mais ce bilan a été occulté par les résistances au changement, par les douleurs de l'enfantement.

Il nous reste alors à dire la vérité, et à pratiquer l'exemplarité.

La vérité pour aider les autres à y voir clair dans l'histoire contemporaine, pour séparer le bon grain de l'ivraie : ce qui a réussi, ce qui réussira, c'est ce qui relève de la liberté, tous les échecs et tous les drames naissent des atteintes à la liberté. Il nous faut décliner cette antienne à tous les problèmes de la vie quotidienne, à tous les événements marquants.

Mais nous serons crédibles et suivis d'autant plus facilement que nous donnerons nous-mêmes l'exemple d'hommes libres, responsables et communautaires, que nous cultiverons à titre personnel ces vertus indispensables à créer un monde d'harmonie.

La liberté est la dignité de la personne humaine. La dignité de la personne humaine est de porter l'image de la liberté, avec ses exigences et ses espoirs. Dans les vingt cinq ans à venir, soyons des témoins de la liberté.

PENDANT LA GUERRE, LA REPRESSION CONTINUE A CUBA

Fidel CASTRO a sans aucun doute le sens de l'opportunité. Pendant que tous les regards sont tournés vers Bagdad et qu'il ne reste guère de place pour d'autres informations, il a lancé une vague de répression sans précédent à Cuba. En une semaine 77 opposants pacifiques ont été arrêtés, des journalistes, des écrivains, etc... Ils ne faisaient que participer au projet Varela, qui est une simple campagne de signatures pour réclamer des changements démocratiques par voie constitutionnelle. Et, depuis, les condamnations les plus sévères pleuvent à de longues peines de prison pour l'essentiel, allant même jusqu'à la perpétuité.

Il suffit de leur appliquer une loi de protection de l'indépendance nationale et de l'économie de Cuba, qui prévoit de lourdes peines pour les opposants accusés de collaborer avec les Etats-Unis. Bien entendu, plus de deux semaines après le début des arrestations, les dissidents n'avaient toujours pas eu accès à un avocat ni communication des accusations formulées contre eux.

En particulier ce sont les journalistes indépendants qui ont été les plus touchés, puisque l'essentiel est de ne pas dire la vérité sur le régime, la répression et l'effondrement économique. Tout leur a été confisqué, machines à écrire, appareils photos, caméras, ou livres, tant il est essentiel de faire silence sur la réalité cubaine.

Selon Elizardo SANCHEZ, président de la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale, « il s'agit de la répression la plus intense des dix dernières années. Les ordres ont été donnés au plus haut niveau, ce qui explique l'attitude de la police qui a multiplié les perquisitions et les saisies. Nous sommes préoccupés par l'éventuelle application de la loi 88, la loi du bâillon, qui n'avait jusqu'à présent pas été invoquée. Depuis son adoption en 1999 elle menace les dissidents et prévoit des peines allant jusqu'à vingt ans de prison. »

Pour lui, le gouvernement cubain « manifeste à nouveau sa nature répressive face aux progrès de l'opposition pacifique. Il y a quinze ans, nous n'étions qu'une dizaine de dissidents militants. Aujourd'hui nous sommes des milliers. Il est désormais impossible d'arrêter le mouvement dissident. Cela me rappelle le coup porté par le général JARUZELSKI à Solidarnosc, peu avant le processus de transition en Pologne ».

L'Eglise catholique, habituellement prudente à Cuba, s'est élevée cette fois avec vigueur contre la vague d'arrestations, la commission épiscopale Justice et Paix déclarant: « Nous déplorons profondément que des méthodes inappropriées soient utilisées dans notre patrie pour déqualifier et arrêter des personnes pour la seule raison qu'ils pensent et agissent différemment de l'idéologie officielle ».

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont fermement condamné cette répression. Nous n'avons pas entendu la même chose de la part du gouvernement français, ni surtout de la part des pacifistes professionnels qui manifestent actuellement dans les rues à propos de l'Irak. Sont-ils soudain devenus muets ? Ou ne s'indignent-ils que contre « l'impérialisme américain », ignorant la nature totalitaire du communisme cubain ?

AMERICAN AIRLINES SAUVE PAR LES SYNDICATS

C'est une information qui mériterait d'être diffusée auprès des syndicats français, toujours soucieux de défendre les avantages acquis, mais elle a eu peu de place dans les médias français. American Airlines est dans de grandes difficultés financières, qui risquent de la conduire à la faillite. Ce n'est pas rien, puisqu'il s'agit du numéro un mondial du transport aérien.

La direction a simplement posé clairement le problème à ses salariés, indiquant que la faillite immédiate était assez probable si une solution urgente n'était pas trouvée. Que se serait-il passé en France ? Les syndicats auraient appelé à une grève immédiate et l'entreprise aurait fait faillite sans

aucun doute, permettant aux mêmes syndicats de dénoncer l'irresponsabilité des employeurs. Mais rien de tel ne s'est produit aux Etats-Unis. On a assisté à une négociation marathon de 72 heures, dans laquelle la compagnie est parvenue à convaincre les uns après les autres les trois principaux syndicats - mécaniciens, personnel au sol et pilotes - de réaliser des concessions salariales de 1,8 milliards de dollars permanentes et annuelles. Cela représente en clair une baisse des salaires, acceptée par les syndicats, de 25%. Elle vise tous les salariés, dirigeants de la société inclus, et s'inscrit dans un ensemble plus vaste d'économie de coûts de 4 milliards de dollars par an, indispensable à la survie de l'entreprise. Ce sont les pilotes qui ont fait le plus gros effort, avec 660 millions de dollars d'économies annuelles.

On ne peut comprendre l'attitude de ces syndicalistes qu'en sachant que la compagnie n'a plus aucune chance d'obtenir le moindre dollar du gouvernement : de quoi rendre responsable ! On voit par la même toute la différence avec Air France.

6 MAI 2002 – 6 MAI 2003

Colloque de l'ALEPS : UN AN DE REFORME

« De la réforme, encore de la réforme, toujours de la réforme »

Audace de la réforme ou tyrannie du statu quo ?

Réflexion anniversaire menée avec les parlementaires réformateurs par l'ALEPS (Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social) et Génération Libérale.

Réforme de l'Etat, réforme de l'emploi, réforme du système éducatif, réforme de la protection sociale : où en est-on un an plus tard, et quelles sont les perspectives dans les mois à venir ? La réforme peut-elle être audacieuse quand les partisans du statu quo exercent leur tyrannie ?

Mardi 6 Mai 2003

*De 9 heures 30 à 13 heures et de 14 heures 30 à 18 heures
Maison de la Chimie, 28 Rue Saint Dominique, 75007 Paris
Participation aux frais : 20 Euros*

AU SOMMAIRE DU N° 749 :

EDITORIAL : Des réformes, encore des réformes, toujours des réformes pp. 1-2

CONJONCTURE : La FNSEA condamnée pour entente et protectionnisme pp. 2-3

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : La reconstruction de la société civile autour de l'éthique de la liberté p. 4-6

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Pendant la guerre, la répression continue à Cuba p. 7 – American Airlines sauvé par les syndicats p. 7 – 6 mai 2002 – 6 mai 2003 : Colloque de l'ALEPS p. 8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €30.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €92.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org